

duction dans l'intérêt public. Nous devons abandonner les pratiques restrictives de la finance et de l'industrie orthodoxes qui ne cherchent qu'à réaliser des bénéfices pour les particuliers.

Qu'on me permette de citer les paroles de M. Winston Churchill tirées de son livre *The World Crisis—The Aftermath*. Discutant la fin de la dernière guerre, le premier ministre actuel de la Grande-Bretagne émet l'opinion que voici. Je n'approuve pas tous les faits et gestes de M. Churchill, mais je suis d'accord avec la déclaration qu'il a formulée à la fin de la dernière guerre. Elle est conçue en ces termes :

L'organisation de l'outillage dont nous disposions avait atteint un degré de puissance et de souplesse extraordinaire. Les hommes d'affaires compétents que nous possédons parmi nous, chefs chacun d'un fort groupe de départements, travaillent depuis un an et demi dans une sorte de cabinet industriel. Ils se sont habitués à des changements inattendus imposés par les fortunes changeantes de la guerre. Il y avait bien peu de choses dans le domaine de la production qu'ils ne pussent réellement accomplir en ce temps-là. Il ne leur eût pas été plus difficile de répondre, par exemple, à une demande d'un demi-million de logements qu'à celle que nous étions déjà en voie de satisfaire; la construction d'une centaine de milliers d'avions ou la fabrication de vingt mille canons ou de l'artillerie de moyen calibre de l'armée américaine ou de deux millions de tonnes de projectiles. Mais de nouvelles conditions s'imposaient à partir de la onzième heure. La question d'argent que nous n'avions jamais considérée comme facteur susceptible de limiter l'approvisionnement des armées imposa sa priorité dès que les hostilités cessèrent.

Cette question que le cabinet a de nouveau regardée comme unique facteur dominant a fait s'évanouir le rêve et la promesse faits en temps de guerre que l'armée expéditionnaire anglaise reviendrait en 1918 dans "un pays digne de héros". Les héros sont revenus mais pour faire face à la stagnation et au secours de chômage.

Chez nous, nous avons ignoré la question d'argent dans la production d'engins destructeurs. Agissons de même aux fins pratiques de la paix. Somme toute, la monnaie n'est qu'un moyen d'échange. Si nous pouvons fabriquer les richesses matérielles et les articles de première nécessité, nous pouvons assurément les répartir parmi notre population et les nations. On nous a déjà fait remarquer cet après-midi que nous disposons actuellement des groupes de jeunes gens les mieux spécialisés au monde. Les membres de notre armée mécanisée et de notre aviation ont été instruits dans la connaissance et la conduite des machines comme aucune autre génération ne l'a été. Nous espérons que la plupart reviendront au pays après le conflit. Comment feront-ils pour vivre? Ils ne feront pas queue pour avoir du pain; ils ne voyageront plus

[M. Coldwell.]

sous les wagons; ils n'accepteront plus des salaires qui ne leur permettent pas de vivre. La façon dont nous avons traité et avec raison nos jeunes gens enrôlés dans les forces armées leur a fait envisager les niveaux d'existence sous un autre angle. Ceux qui voyagent par chemin de fer constatent que les jeunes gens et les jeunes femmes qui, avant la guerre, eussent voyagé en wagons ordinaires, occupent maintenant la place qui leur revient avec raison dans les wagons-dortoirs. Ils voient des jeunes gens et des jeunes femmes qui, en d'autre temps eussent pris à la hâte une collation à un comptoir ou eussent apporté quelques sandwiches avec eux, aller prendre, et avec raison, un repas convenable au wagon-restaurant. Nous leur avons fait prendre goût à un meilleur niveau d'existence. Il est impossible de les ramener au mode de vie qui était celui de la plupart d'entre eux avant la guerre. Je ne vois rien dans l'exposé budgétaire et trop peu dans les mesures législatives proposées à la Chambre qui donne l'assurance que notre niveau d'existence sera relevé spontanément après le conflit.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, bien que l'on puisse formuler d'autres critiques au sujet de l'exposé budgétaire; bien que des honorables vis-à-vis puissent peut-être réfuter mes critiques,—et j'espère qu'ils le feront si j'ai fait erreur sous quelque rapport,—j'ai l'impression que cet exposé budgétaire est fait pour le riche. Il offre un morceau de pain au pauvre et au déshérité, mais par ailleurs il fait de très précieuses concessions aux sociétés et aux particuliers riches et puissants qui régissent aujourd'hui le pays. Telles sont les remarques que je désirais faire.

M. J. H. BLACKMORE (Lethbridge): Monsieur l'Orateur, les deux discours que nous avons entendus cet après-midi avaient un mérite exceptionnel. D'une façon générale, nous sommes, je crois, unanimes à approuver les sentiments qui y étaient exprimés. Je suis certain que chacun de nous a remarqué les dernières paroles qu'a prononcées l'honorable député de Rosetown-Biggan (M. Coldwell); il a déclaré que nos jeunes gens et nos jeunes filles ne devront plus, à leur retour dans la vie civile, être réduits au vagabondage. Trop nombreux sont ceux d'entre nous qui se plaisent à affirmer cela, mais je n'hésiterais pas à parier que si le gouvernement libéral est ramené au pouvoir, nos jeunes gens se trouveront dès la fin de la guerre réduits à cette extrémité et que s'ils cherchent à protester on les mettra à la raison au moyen d'avions et de bombes lacrymogènes. Cela est bien triste à dire mais je dois déclarer que, à en juger par ce qui se passe dans cette Chambre et au Comité de la banque et du